



Promouvoir l'enseignement public en période d'austérité

Résolution sur l'amélioration des conditions d'enseignement en Bosnie- Herzégovine

Soumise par l'ITUPEWBH et le TUSHENSC (Bosnie-Herzégovine) en vue de son adoption par la Conférence du CSEE, la Conférence régionale de l'Internationale de l'éducation, réunie à Budapest du 26 au 28 novembre 2012, adoptée le 27 novembre 2012

La Conférence du CSEE :

Reconnaissant que :

1. Bien que tout individu ait le droit de recevoir une éducation de bonne qualité, laquelle revêt une grande importance pour le développement social, économique et intellectuel de la société, l'exercice de ce droit subit depuis peu les effets de la crise économique mondiale.

En Bosnie-Herzégovine, les travailleurs de l'éducation vivent à la limite de la pauvreté ; ils sont traités comme des agents de l'État et leurs salaires sont assimilés tout simplement à un poste de dépense budgétaire ordinaire. Les salaires des personnels de l'éducation sont à peine suffisants pour leur assurer des conditions de vie décentes et ne les motivent guère à consentir des efforts pour offrir une éducation de meilleure qualité.

2. Les syndicats sont méprisés par les gouvernements, qui leur dénie la qualité de partenaires de même valeur, et cette situation entraîne un déficit de dialogue social, l'adoption d'une législation du travail unilatérale et la non-conformité avec les conventions collectives sectorielles.

Les gouvernements cantonaux ne paient pas aux salariés les compensations auxquelles ils ont droit en exécution des condamnations pour non-conformité vis-à-vis des conventions collectives.

En outre, les conclusions et décisions qu'ils ont prises récemment vont à l'encontre des conventions collectives sectorielles car elles rejettent les droits définis et déterminés avec précision dans les conventions en question. Ceci met en péril les droits et les libertés des syndicats et de leurs membres, spécifiquement en ce qui concerne leur position économique et leur statut social.

3. De manière générale, les restrictions budgétaires récentes sont toutes faites au détriment du secteur de l'éducation, ce qui démontre à suffisance que le secteur de l'éducation reçoit seulement les budgets minimaux et que l'éducation est considérée comme une simple poste de dépenses ordinaires et, en aucune manière, comme un investissement d'avenir.



Promouvoir l'enseignement public en période d'austérité

Soutient les revendications des organisations membres de Bosnie-Herzégovine en vue :

- a. de l'harmonisation de la législation à tous les niveaux de l'éducation en Bosnie-Herzégovine ;
- b. du strict respect des conventions collectives actuellement en vigueur et les mettent en pratique ;
- c. de l'adoption de normes d'éducation uniformes garantissant à tous les élèves et à tous les étudiants en Bosnie-Herzégovine l'égalité des droits à l'éducation ;
- d. l'adoption d'une échelle barémique uniforme garantissant la même rétribution à tous les salariés exerçant les mêmes fonctions dans tous les cantons de Bosnie-Herzégovine ;
- e. de l'engagement d'investissements financiers dans le but d'améliorer le système d'éducation en Bosnie-Herzégovine ;
- f. du respect des jugements prononcés en matière de conventions collectives.